

[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]

PLAN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE

entre

NEOASISTENCIA MANOTERAS, S.L.U. SERVICIOS

COMPARTIDOS MULTIASISTENCIA, S.L.U.

GROUPE MULTIASISTENCIA, S.A.U.

MULTIASISTENCIA, S.A.U.

Entités transférantes et

AP SOLUTIONS GMBH

Entité réceptrice

9 avril 2025

Contenu

PRÉAMBULE	4
1. FUSION D'ENTREPRISES (article 307 (2) no 1 UmwG et articles 4, 39, 40, 84 et 102 RDL 5/2023).....	6
2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION PAR ABSORPTION	10
3. CALENDRIER INDICATIF ET EFFICACITE DE LA FUSION	10
4. PAS DE CONTREPARTIE ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION	11
5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF	12
6. DATE DE PRISE D'EFFET DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE LA FUSION ; ÉVALUATION DE LA VALEUR DE L'ACTIF DE L'ENTREPRISE. LES ACTIFS ET PASSIFS TRANSFÉRÉS	13
7. EFFETS PRÉVUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES PARTICIPANT À LA FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 4.1.7° RDL 5/2023)	13
8. PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307 (2) no 10 UmwG et article 84 RDL 5/2023).....	17
9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES PARTICULIERS.....	18
10. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE	18
11. COLLATERAL OFFERED TO CREDITORS (Section 307 (2) no 14 UmwG and article 4.1.4 ° RDL 5/2023).....	18
12. RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET DE SÉCURITÉ SOCIALE	19
13. RÉGIME FISCAL	19
14. DISPOSITIONS FINALES	22

PLAN COMMUN DE FUSION

TRANSFRONTALIÈRE ENTRE LES

SOUSSIGNÉS :

1. **NEOASISTENCIA MANOTERAS, S.L.U.** (ci-après dénommée "**NMAN**"), *société à responsabilité limitée* de droit espagnol, dont le siège social est situé à Madrid, Espagne, et le siège social à Avenida de las Américas, 4, 28823 Coslada, Madrid, inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-431407, volume 24019, feuille 80, identifiant unique d'inscription de la société (IRUS) 1000279417881, et avec le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) B85017903,
2. **SERVICIOS COMPARTIDOS MULTIASISTENCIA, S.L.U.** (ci-après dénommée "**SCM**"), *société à responsabilité limitée* de droit espagnol, dont le siège social est situé à Madrid, Espagne, et le siège social à Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid, inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-502522, volume 27882, feuille 18, identifiant unique d'inscription de la société (IRUS) 1000285492786 et numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) B85944577,
3. **GRUPO MULTIASISTENCIA, S.A.U.** (ci-après dénommé "**GM**"), *société anonyme* de droit espagnol, dont le siège social se trouve à Madrid, Espagne, et dont le siège social est situé Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid, inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-341456, volume 19457, feuille 201, identifiant unique d'enregistrement de la société (IRUS) 1000271857564, et dont le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) est A83830802,
4. **MULTIASISTENCIA, S.A.U.** (ci-après dénommée "**Multiasistencia**"), *société anonyme* de droit espagnol, dont le siège social se trouve à Madrid, Espagne, et dont le siège social est situé Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid, inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-229242, volume 13985, feuille 1, identifiant unique d'inscription de la société (IRUS) 1000262299368, et dont le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) est A82261553,

ci-après NMAN, SCM, GM et Multiasistencia désignés collectivement
comme les "**Entités transférantes**" et chacun comme une "**Entité transférante**",

ET

5. **AP SOLUTIONS GMBH**, *société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung)* de allemand, dont le siège social est situé à Munich, Allemagne, et dont le siège social est situé à Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne, inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695 et dont le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) est N0285975I,

ci-après dénommée "**entité réceptrice**".

Les entités transférantes et l'entité réceptrice sont ci-après désignées collectivement comme les "**parties**" et chacune séparément comme une "**partie**".

PRÉAMBULE

- (A) Tous les membres des organes de direction des Entités transférées et de l'Entité bénéficiaire ont l'intention de fusionner les Entités transférées dans l'Entité bénéficiaire par le biais d'une fusion transfrontalière intragroupe européenne par absorption (la "**Fusion**").
- (B) La Fusion fait partie d'une opération globale visant à regrouper les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, auxquelles appartiennent les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire, en une seule entité juridique basée en Allemagne qui gèrerait les activités de services locales par le biais de succursales. La Fusion est fondée sur des raisons de nature stratégique, de gestion financière, d'organisation interne, de simplification administrative et d'amélioration de la structure opérationnelle et permettra la simplification de l'organisation juridique du groupe Allianz Partners.
- (C) L'Entité destinataire a une succursale en Espagne, AP Solutions GmbH, Sucursal en España, qui est enregistrée au Registre du commerce de Madrid (Espagne) sous la page M-811720, volume 46207, feuille 152 et détient le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) W0286515B (la "**Succursale espagnole de l'Entité destinataire**") et une succursale en France (AP Solutions GmbH, avec deux centres d'affaires à Saint-Ouen-Sur-Seine et Le Mans) (la "**succursale française de l'entité destinataire**" et, avec la succursale espagnole de l'entité destinataire, les "**succursales de l'entité destinataire**"). Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH, une autre société allemande à responsabilité limitée du groupe Allianz Partners (la "**Fusion subséquente**"). Allianz Partners Deutschland GmbH possède également une succursale en Espagne, Allianz Partners Deutschland GmbH, Sucursal en España, qui est inscrite au Registre du Commerce de Madrid (Espagne) sous la référence M-842041, identifiant unique de la société (IRUS) 1000440010537 et détient le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) W0328067D (la "**succursale espagnole d'APD**") et une succursale en France (Allianz Partners Deutschland GmbH, avec deux centres d'affaires à Saint-Ouen-Sur-Seine et au Mans) (la "**succursale française d'APD**" et, avec la succursale espagnole d'APD, les "**succursales d'APD**"). Les parties visent réaliser la fusion et la fusion subséquente à la même date, tandis que la fusion subséquente sera soumise à la condition suspensive de la réalisation de la fusion. En conséquence, les succursales d'APD poursuivront les activités respectives des entités transférées après la réalisation de la fusion et de fusion subséquente. Au cas où, contrairement aux intentions des parties, il y aurait une période intermédiaire entre la réalisation de la fusion et la fusion subséquente, les succursales de l'entité bénéficiaire poursuivront les activités respectives exploitées par les entités transférantes pendant cette période intermédiaire. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est, d'un point de vue juridique, une fusion distincte de la fusion.

- (D) Lorsque la fusion sera effective, les actifs et les passifs de chacune des entités transférantes seront attribués aux succursales de l'entité bénéficiaire concernée. Lorsque la fusion subséquente sera effective, ces actifs et passifs seront alors attribués aux succursales d'APD concernées. Les activités transférées seront alors gérées par Allianz Partners Deutschland GmbH.
- (E) La Fusion est une fusion transfrontalière intra-européenne intragroupe et est réalisée conformément aux dispositions légales applicables en Espagne et en République fédérale d'Allemagne en application de la directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les conversions, fusions et scissions transfrontalières. En Espagne, la Fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions du livre premier (titre I, titre II et titre III) du décret-loi royal 5/2023, du 28 juin 2023, adoptant et étendant certaines mesures en réponse aux conséquences économiques et sociales de la guerre en Ukraine, soutenant la reconstruction de l'île de La Palma et d'autres situations de vulnérabilité ; transposant les directives de l'Union européenne sur les modifications structurelles des sociétés commerciales et la conciliation de la vie familiale et professionnelle des parents et des aidants ; et mettant en œuvre et se conformant au droit de l'Union européenne (le "**RDL 5/2023**"). En République fédérale d'Allemagne, la fusion est mise en œuvre conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation ("**UmwG**").
- (F) La SCM et l'entité réceptrice sont toutes deux des filiales à 100 % d'Allianz Partners SAS, une société par *actions simplifiée* de droit français, dont le siège social est situé à Saint-Ouen-sur-Seine, en France, et dont le siège social est situé au 7 rue Dora Maar 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, en France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 301 763 116 et dont le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) est N2502683B. GM est une filiale directe à 100 % de SCM et, par conséquent, une filiale indirecte à 100 % d'Allianz Partners SAS. Multiasistencia est une filiale directe à 100 % de GM et, par conséquent, une filiale indirecte à 100 % d'Allianz Partners SAS. NMAN est une filiale directe à 100 % de l'entité bénéficiaire. Par conséquent, la fusion sera approuvée à l'unanimité par l'actionnaire unique respectif des parties et l'article 9.1 RDL 5/2023 s'appliquera.
- (G) Avant la réalisation de la Fusion, une autre fusion transfrontalière intragroupe intra-européenne aura lieu, par laquelle Multiasistencia, en tant qu'entité réceptrice, absorbera sa filiale française à 100 %, Multiassistance S.A., en tant qu'entité transférante (la "**Fusion antérieure**"). Multiasistencia est en train d'ouvrir une succursale en France, qui sera en tout état de cause établie avant que la fusion préalable ne soit approuvée par l'actionnaire unique de Multiasistencia, où tous les actifs et passifs de Multiassistance S.A. seront attribués une fois la fusion préalable réalisée. Ainsi, la

l'efficacité de la fusion suivra l'efficacité de la fusion antérieure. Il convient toutefois de noter que la fusion antérieure est juridiquement une fusion distincte de la fusion.

Tous les membres des organes de direction des Entités transférantes et de l'Entité bénéficiaire conviennent par la présente du plan de fusion conjoint suivant (le "**Plan de fusion**"), qui sera soumis à l'approbation de l'actionnaire unique correspondant de chacune des Parties.

IL EST PRIS ACTE DE CE QUI SUIT :

1. FUSION D'ENTREPRISES (article 307 (2) no 1 UmwG et articles 4, 39, 40, 84 et 102 RDL 5/2023)

1.1. Entités transférantes

- (i) NMAN est une société espagnole à responsabilité limitée (*sociedad de responsabilidad limitada*) de droit espagnol, dont le siège social se trouve à Madrid, en Espagne. Son siège social est situé Avenida de las Américas, 4, 28823 Coslada, Madrid. NMAN est inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-431407, volume 24019, feuille 80, identifiant unique d'enregistrement de la société (IRUS) 1000279417881, et possède le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) B85017903.

NMAN est détenue à 100 % par l'entité réceptrice et son capital social est entièrement .

- (ii) SCM est une société espagnole à responsabilité limitée (*sociedad de responsabilidad limitada*) constituée en vertu du droit espagnol, dont le siège social se trouve à Madrid, en Espagne. Son siège social est situé à Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid. La SCM est inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-502522, volume 27882, feuille 18, identifiant unique d'enregistrement de la société (IRUS) 1000285492786, et possède le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) B85944577.

SCM est détenue à 100 % par Allianz Partners SAS et son capital social est entièrement .

- (iii) GM est une société anonyme espagnole (*sociedad anónima*) constituée en vertu du droit espagnol, dont le siège social se trouve à Madrid, en Espagne. Son siège social est situé à Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid. GM est enregistrée au Registre du commerce Madrid sous la page M-341456, volume 19457 et feuille 201, identifiant unique d'enregistrement de la société (IRUS) 1000271857564 et possède le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) A83830802.

GM est détenue à 100 % par SCM et son capital social est entièrement libéré.

- (iv) Multiasistencia est une société *anonyme* de droit espagnol dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne. Son siège social est situé à Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid. Multiasistencia est inscrite au registre du commerce.

Registre de Madrid, page M-229242, volume 13985, feuille 1, identifiant unique d'enregistrement de l'entreprise (IRUS) 1000262299368 et numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) A82261553.

Multiasistencia est détenue à 100 % par GM et son capital social est entièrement . De même, il est déclaré que Multiasistencia est l'unique actionnaire de :

- a) Sigma Reparaciones, S.L.U. (ci-après dénommée "**Sigma Reparaciones**"), société de *responsabilité limitée* de droit espagnol, dont le siège social est situé à Madrid, Espagne. Son siège social est situé à Ronda De Poniente, 7, 28760 Tres Cantos, Madrid. Sigma Reparaciones est inscrite au registre du commerce de Madrid sous la page M-311568, volume 18025, feuille 81, identifiant unique d'enregistrement de la société (IRUS) 1000269288910 et possède le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) B83411132.
- b) Multiassistance S.A. (ci-après dénommée " **Multiasistencia France** "), société *anonyme* de droit français, dont le siège social est situé 19, rue Emmy Noether, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 413 114 901 et titulaire du numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) N2500712A.

En outre, à la suite de la Fusion Préalable, Multiasistencia France sera absorbée par Multiasistencia et tous ses actifs et passifs seront attribués à la branche française de Multiasistencia. Par conséquent, Multiasistencia sera l'unique actionnaire de PROMultiTRAVAUX S.A.S.U. (ci-après dénommée " **PROMultiTRAVAUX** "), *société par actions simplifiée* de droit français, dont le siège social est situé 19, rue Emmy Noether, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 529 209 207 et titulaire du numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) N2500714G.

En vertu de tout ce qui précède, il convient de souligner que toutes les actions de SCM sont directement détenues par son actionnaire unique, Allianz Partners SAS. GM est une filiale directe à 100 % de SCM et, par conséquent, une filiale indirecte à 100 % d'Allianz Partners SAS. Multiasistencia est une filiale directe à 100 % de GM et, par conséquent, une filiale indirecte à 100 % d'Allianz Partners SAS. NMAN est une filiale directe à 100 % de l'Entité réceptrice. Les entités transférantes n'ont pas émis d'autres actions ou instruments financiers.

1.2. Entité réceptrice

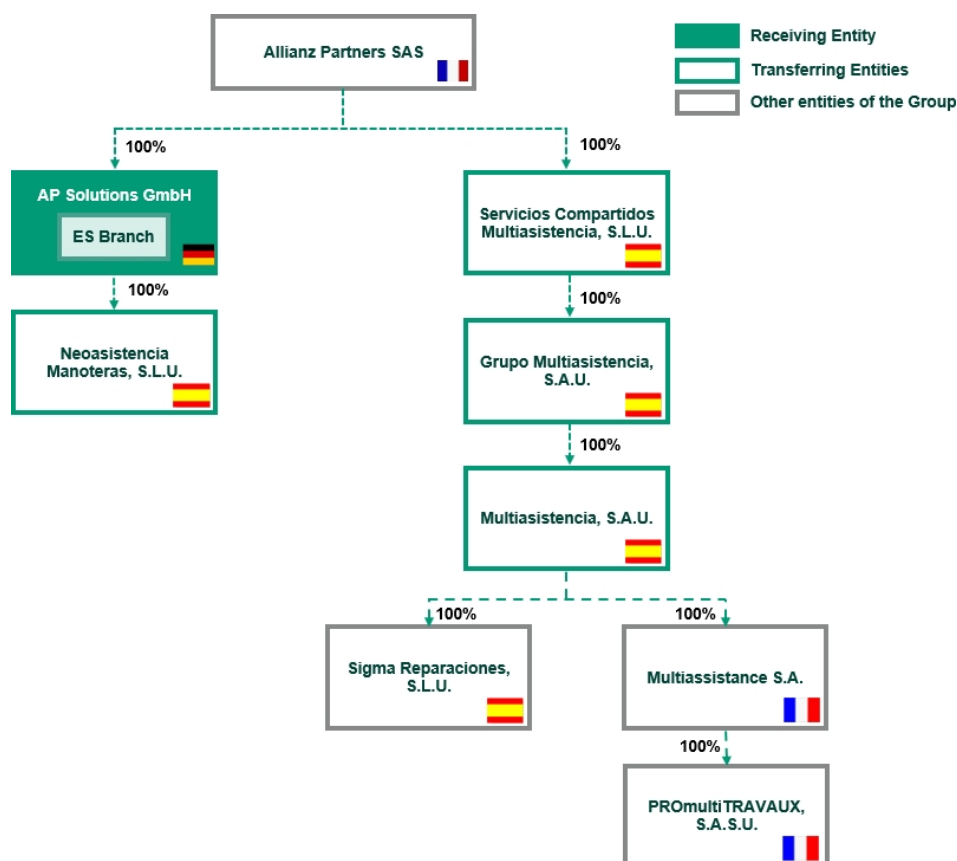
L'entité destinataire, AP Solutions GmbH, est une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne. Son siège social est situé Königinstraße 28, 80802 Munich, Allemagne. L'entité réceptrice est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695 et possède le numéro d'identification fiscale espagnol (NIF) N0285975I.

L'entité réceptrice a un capital social de EUR 824.739,00, représenté par 824.739 actions d'une valeur nominale de EUR 1,00 chacune. Toutes les actions de l'Entité réceptrice sont directement détenues par Allianz Partners SAS qui est l'unique actionnaire de l'Entité réceptrice. L'Entité réceptrice n'a pas émis d'autres instruments financiers en plus des actions de l'Entité réceptrice.

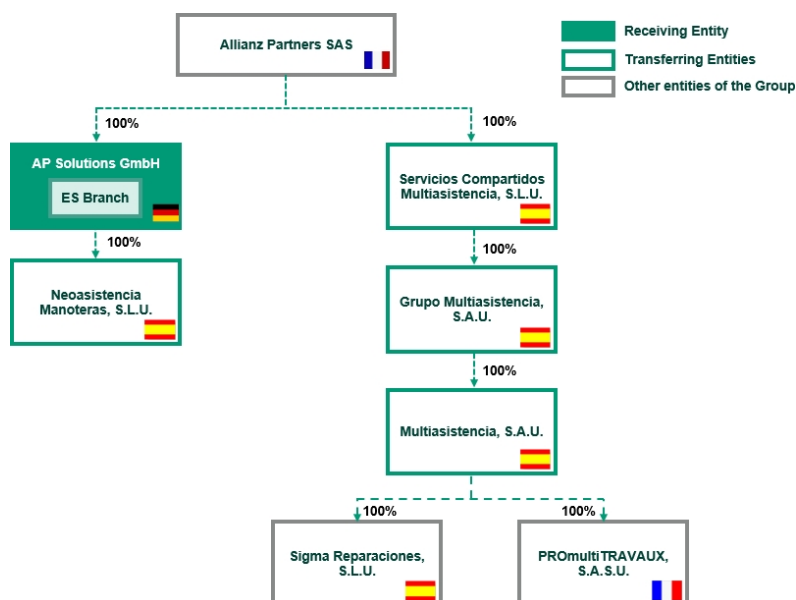
1.3. Tableau des groupes

de clarifier la structure du groupe Allianz Partners dans le cadre de la Fusion, les graphiques suivants sont inclus ci-dessous à titre d'information : (i) graphique qui inclut la structure partielle actuelle du groupe Allianz Partners (Graphique A.- Structure actuelle du groupe) ; (ii) graphique de la structure du groupe Allianz Partners une fois que la Fusion antérieure sera enregistrée en Espagne (Graphique B.- Structure du groupe après réalisation de la Fusion antérieure) ; et (iii) graphique qui inclut le champ d'application de la Fusion, c'est-à-dire les sociétés directement impliquées en tant que Parties à la Fusion (Graphique C.- Champ d'application de la Fusion) :

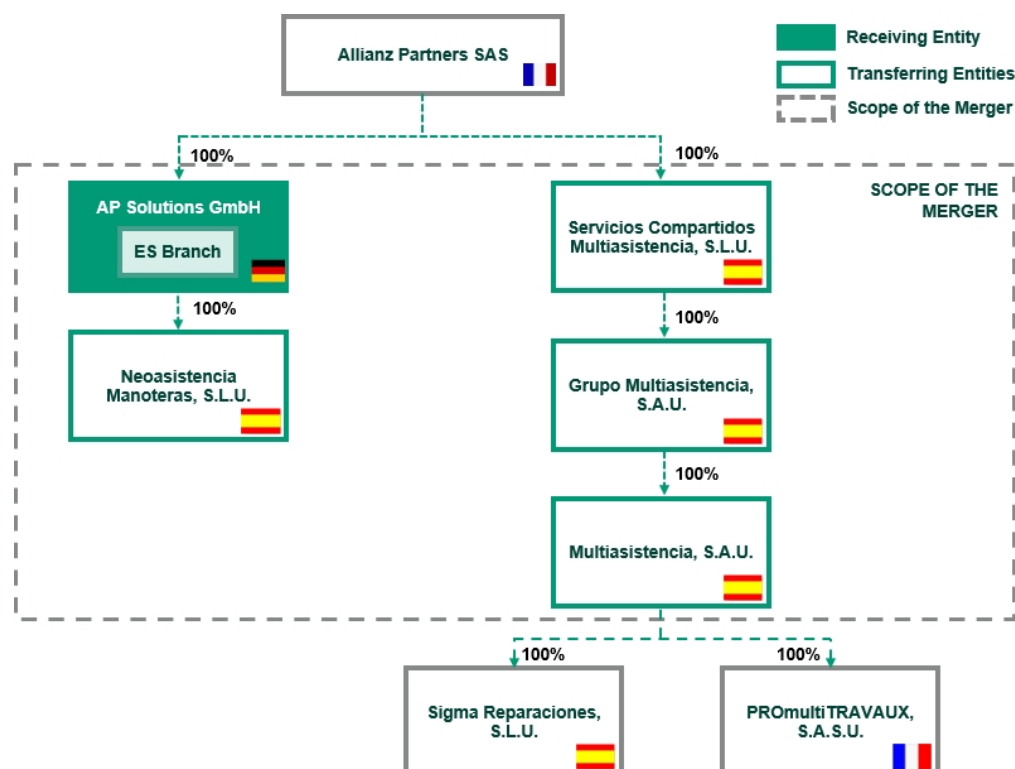
Graphique A - Structure actuelle du groupe :



Graphique B - Structure du groupe après la réalisation de la fusion préalable (titre d'information) :



Graphique C - Champ d'application de la fusion (Multiasistencia France sera absorbée en raison de la fusion antérieure, c'est pourquoi elle n'a pas été incluse dans le champ d'application de la fusion) :



2. TRANSFERT DE PATRIMOINE PAR VOIE DE FUSION PAR ABSORPTION

Les Entités transférantes, en tant qu'entités transférantes, sont chacune fusionnées dans l'Entité bénéficiaire, en tant qu'entité bénéficiaire, par le biais d'une fusion transfrontalière intragroupe intra-européenne par absorption conformément à l'article 305 (1) UmwG en conjonction avec l'article 2 no 1 UmwG et le Livre Un (Titre III) RDL 5/2023. Avec cette Fusion, chacune des Entités transférantes transfère l'ensemble de ses actifs et passifs respectifs (dans le cas de Multiasistencia, y compris la participation de 100 % dans Sigma Reparaciones et PROMultiTRAVAUX et, étant donné que la Fusion Prioritaire sera réalisée avant la Fusion, l'ensemble des actifs et passifs de Multiasistencia France) comme un tout avec tous les droits et obligations individuellement à l'Entité bénéficiaire par dissolution sans liquidation des Entités transférantes. Comme chaque Entité transférante est fusionnée individuellement dans l'Entité bénéficiaire, aucun droit légal ou passif n'est établi entre les Entités transférantes l'une envers l'autre à la suite de la Fusion (Section 20 (1) no 1 UmwG). Lorsque la Fusion prend effet, l'ensemble des actifs et passifs respectifs (tous les actifs et passifs) de chacune des Entités transférantes sont transférés à l'Entité bénéficiaire par voie de succession universelle et seront attribués à la Branche espagnole de l'Entité bénéficiaire (y compris la participation de 100 % dans Sigma Reparaciones), à l'exception de tous les actifs et passifs de Multiasistencia France (y compris la participation de 100 % dans PROMultiTRAVAUX), qui seront transférés à Multiasistencia et affectés à la succursale française de Multiasistencia lors de la Fusion Préalable et qui, à la suite de la Fusion, seront transférés à l'Entité Bénéficiaire et affectés à la succursale française de l'Entité Bénéficiaire. Les activités précédemment exploitées par les Entités transférantes seront poursuivies par la Branche espagnole de l'Entité bénéficiaire et la Branche française de l'Entité bénéficiaire, respectivement.

3. CALENDRIER INDICATIF ET EFFICACITÉ DE LA FUSION

- 3.1 Conformément à l'article 4.1.2° RDL 5/2023, la réorganisation d'entreprise proposée est une fusion transfrontalière intra-européenne intragroupe telle que décrite à la section 2 du présent plan de fusion. Un calendrier indicatif et non contraignant de la fusion est joint au plan de fusion à l'**annexe 3**. Tout écart par rapport à ce calendrier indicatif n'aura aucun effet sur l'efficacité du présent plan de fusion et ne donnera lieu à aucun droit pour l'une ou l'autre des parties.
- 3.2 La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no 1 UmwG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date d'achèvement**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du tribunal local de Munich compétent pour l'Entité bénéficiaire, les Entités transférantes cesseront d'exister, leurs actifs et passifs respectifs seront transférés à l'Entité bénéficiaire dans leur intégralité, sans liquidation, et leurs actions seront annulées.

- 3.3 À la date d'achèvement, la possession de tous les instruments de propriété, accords, certificats et autres documents, registres, livres ou dossiers relatifs aux actifs et aux droits des entités transférantes est transférée à l'entité bénéficiaire.

4. **PAS DE CONSIDÉRATION ; PAS D'AUDIT DE FUSION ; PAS DE RAPPORT D'AUDIT DE FUSION**

- 4.1 Comme indiqué dans le tableau des groupes (section 1.3 du présent plan de fusion) :

- (i) L'entité bénéficiaire détient 100 % des actions de NMAN.
- (ii) Allianz Partners SAS détient : (a) directement 100% des actions de l'entité bénéficiaire et de SCM et (b) indirectement 100% des actions des entités transférantes restantes (par le biais des participations de SCM, GM et de l'entité bénéficiaire).

Par conséquent, étant donné que toutes les parties sont des sociétés détenues directement ou indirectement par le même actionnaire unique, une augmentation du capital social de l'Entité bénéficiaire par l'émission de nouvelles actions n'est pas nécessaire pour la mise en œuvre de la Fusion et n'aura pas lieu (Section 307 (3) no 1, 2 (a), (b) et (c) UmwG et articles 53.1 et 56.1 RDL 5/2023 en relation avec l'article 53.1.3° RDL 5/2023).

- 4.2 Étant donné que l'Entité bénéficiaire détient 100 % des actions de NMAN et que toutes les actions de l'Entité bénéficiaire et des Entités transférantes sont détenues directement ou indirectement par la même personne (Allianz Partners SAS) et qu'aucune action n'est émise en faveur de l'actionnaire unique respectif des Entités transférantes, conformément à l'article 307 (3) no 1, 2 (a), (b) et (c) UmwG et aux articles 53.1 et 56.1 RDL 5/2023 en ce qui concerne l'article 53.1.3° RDL 5/2023, le présent plan de fusion ne contient aucune information sur un rapport d'échange d'actions (article 307 (2) no 2 UmwG et article 40.3° RDL 5/2023), ni ne prévoit de transfert de nouvelles actions de l'Entité bénéficiaire (article 307 (2) no 3 UmwG et article 40.3° RDL 5/2023), une participation aux bénéfices des nouvelles actions (Section 307 (2) no 5 UmwG et article 40.5° RDL 5/2023) ou une compensation en espèces (Section 307 (2) no 13 UmwG et articles 4.1.6° et 40.3° RDL 5/2023) puisqu'il n'y a pas d'actionnaires ayant le droit de vendre leurs actions.
- 4.3 Étant donné que l'Entité réceptrice détient 100 % des actions de NMAN et que toutes les actions de l'Entité réceptrice et des Entités transférées sont détenues directement ou indirectement par la même personne (Allianz Partners SAS) et qu'aucune action n'est émise en faveur de l'actionnaire unique respectif des Entités transférées, un audit de fusion et un rapport d'audit de fusion ne sont pas requis en vertu de l'article 8 (3) phrase 1 et 3 n° 1 (a) et (b) et n° 2 de l'UmwG aux fins de la législation allemande.

en liaison avec les articles 9 (2) et 12 (3) UmwG en liaison avec l'article 311 (2) phrase 1 et 2 en liaison avec l'article 307 (3) no 2 (b) et (c) UmwG.

- 4.4 En vertu du droit espagnol, *rapport d'audit de fusion (informe de experto independiente)* n'est pas requis conformément (i) aux articles 53.1 et 56.1 RDL 5/2023 en relation avec l'article 53.1.2° RDL 5/2023, étant donné que les Parties sont directement ou indirectement détenues à 100 % par le même actionnaire (Allianz Partners SAS) ; (ii) aux articles 6.7 et 103.1 RDL 5/2023, étant donné que l'actionnaire unique respectif des Entités transférantes renoncera - dans la mesure où cela est légalement requis - au rapport d'audit de fusion sur le Plan de fusion visé aux articles 6 et 41 RDL 5/2023 et aux articles connexes ; et (iii) les articles 41.3 et 41.4 RDL 5/2023, étant donné que l'actionnaire unique respectif des Entités transférantes renoncera - dans la mesure où cela est légalement requis - à la première partie du rapport d'audit de fusion visé à l'article 41.3 RDL 5/2023 et que l'Entité réceptrice n'est pas une *sociedad anónima* ou une *sociedad comanditaria por acciones* (ce qui fait que la deuxième partie du rapport d'audit de fusion visé à l'article 41.3 RDL 5/2023 n'est pas d'application).

5. RAPPORT DE FUSION ; RAPPORT EXPLICATIF

- 5.1 Étant donné que l'Entité réceptrice détient 100 % des actions de NMAN et que toutes les actions de l'Entité réceptrice et des Entités transférées sont détenues directement ou indirectement par la même personne (Allianz Partners SAS) et qu'aucune action n'est émise en faveur de l'actionnaire unique respectif des Entités transférées, un rapport de fusion pour les actionnaires n'est pas requis conformément à la section 8 (3) phrase 1 et 3 no 1 (a) et (b) et no 2 UmwG en conjonction avec la section 8 (3) phrase 1 et 3 no 1 (a) et (b) et no 2 UmwG en conjonction avec la section 8 (3) phrase 2 UmwG.
- Section 309 (6) phrase 1 et 2 en conjonction avec la section 307 (3) no 2 (b) et (c) UmwG et les articles 53.1 et 56.1 RDL 5/2023 en relation avec l'article 53.1.2° RDL 5/2023. En outre, en vertu du droit espagnol, un rapport de fusion n'est pas nécessaire conformément à l'article 9 RDL 5/2023, étant donné que l'actionnaire unique respectif des Entités transférées approuvera la Fusion par un vote unanime (article 9.1 RDL 5/2023).
- 5.2 Un rapport de fusion pour les employés a été préparé conformément à l'article 309 (1), (2), (3) et (5) UmwG et les articles 5, 9.2 et 85 RDL 5/2023. Le rapport de fusion pour les employés sera mis à la disposition des représentants des employés de l'entité recevante et des employés de l'entité recevante qui ne sont pas représentés par des représentants des employés, ainsi que des représentants des employés (comités d'*entreprise* et *délégués du personnel*) de Multiasistencia et des employés de NMAN et de SCM (GM n'a pas d'employés) et des représentants des employés de l'entité recevante qui ne sont pas représentés par des représentants des employés. *personnel*) de Multiasistencia et aux employés de NMAN et SCM (GM n'a pas d'employés) et au comité *social et économique* de Multiasistencia France (étant donné que cette entité sera fusionnée dans Multiasistencia avant la réalisation de la fusion), ainsi qu'un projet de ce plan de fusion conformément à la loi sur les sociétés anonymes et à la loi sur les sociétés anonymes.

conformément à l'article 310 (1) UmwG au moins six semaines avant l'approbation prévue de la fusion par l'actionnaire unique respectif des entités transférantes et de l'entité bénéficiaire.

6. DATE EFFECTIVE DE LA FUSION ; DATE DU BILAN DE FUSION ; ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS TRANSFÉRÉS

- 6.1. L'acquisition des actifs des Entités transférantes par l'Entité bénéficiaire aura lieu lors de l'inscription de la Fusion au Registre du commerce allemand, c'est-à-dire à la Date de réalisation. Cependant, les actifs, passifs, actions et transactions seront enregistrés dans les livres de l'Entité Bénéficiaire à compter du 1er janvier 2025, 00h00 (date effective de la fusion au sens de la Section 307 (2) no 6 UmwG, de l'article 40.6° RDL 5/2023 et de la règle comptable et d'évaluation numéro 21 du Règlement Général de Comptabilité espagnol (Décret Royal n° 1514/2007 du 16 novembre 2007)). À partir de cette date, tous les actes et transactions des Entités transférantes seront considérés en interne comme des actes réalisés pour le compte de l'Entité réceptrice.
- 6.2. La date de transfert et d'acquisition aux fins de l'impôt allemand est le 31 décembre 2024, 24h00. La date de transfert et d'acquisition aux fins de l'impôt espagnol est le 1er janvier 2025, 00h00.
- 6.3. La date des de l'Entité recevante et des Entités transférantes, qui seront utilisés comme de fusion pour déterminer les conditions de la Fusion, est le 31 décembre 2024 (Section 307 (2) no 12 UmwG et articles 40.8° et 43 RDL 5/2023).
- 6.4. De même, conformément aux dispositions de l'article 44 de la RDL 5/2023, il est précisé que SCM, GM et Multiasistencia sont tenues de soumettre leurs comptes annuels à la vérification d'un commissaire aux comptes et que, par conséquent, leurs bilans de fusion seront vérifiés par le commissaire aux comptes correspondant, tandis que NMAN n'est pas tenue de soumettre ses comptes à la vérification d'un commissaire aux comptes étant donné qu'elle n'est pas obligée de les contrôler.
- 6.5. Pour le transfert, les actifs et les passifs des Entités transférantes sont évalués à la valeur comptable, Section 307 (2) no 11 UmwG. Aux fins des articles 40.7°, 53.1 et 56.1 RDL 5/2023 en relation avec 53.1.1° RDL 5/2023, en vertu de la loi espagnole, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le Plan de fusion des informations concernant l'évaluation des actifs et des passifs des Entités transférantes qui seront transférés à l'Entité réceptrice.

7. LES EFFETS ATTENDUS SUR L'EMPLOI DANS LES ENTREPRISES IMPLIQUÉES DANS LE PROJET.

FUSION (article 307 (2) no 4 UmwG et article 4.1.7° RDL 5/2023)

Dès que possible après la réalisation de la Fusion, l'Entité Bénéficiaire sera fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH (la Fusion subséquente telle que définie dans le Préambule (C) ci-dessus). L'intention des parties est que la Fusion et la Fusion subséquente soient réalisées

à la même date. Par conséquent, dans un souci de transparence, les explications suivantes décrivent les effets attendus de la fusion et de la fusion subséquente. Il convient toutefois de noter que la fusion subséquente est, d'un point de vue juridique, une fusion distincte de la fusion.

7.1. Effets sur les salariés des entités transférées

NMAN employait 13 personnes en Espagne au 28 février 2025. SCM employait 67 personnes en Espagne au 28 février 2025. GM n'a pas de salariés. Multiasistencia employait 891 personnes en Espagne au 28 février 2025 (à la suite de la fusion préalable, il est prévu que tous les employés de Multiasistencia France, qui étaient 39 au 28 février 2025, seront affectés à la succursale française de Multiasistencia). Il est prévu que le nombre d'employés ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective.

Conformément à l'article 4.1.7° RDL 5/2023 et à l'article 44.1 de la loi espagnole sur le travail (*Estatuto de los Trabajadores*) et à l'article L. 1224-1 du Code du travail français, la Fusion entraînera le transfert de tous les droits et obligations des employés de chacune des Entités transférantes à l'Entité réceptrice par voie de succession universelle. Lorsque la Fusion deviendra effective, toutes les relations de travail chacune des Entités transférantes, avec tous leurs droits et obligations, seront donc automatiquement transférées à l'Entité bénéficiaire et attribuées aux succursales concernées de l'Entité bénéficiaire. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, sous réserve de la réglementation applicable. Ceci s'applique également au lieu de travail. Il n'est pas prévu à ce jour de licencier du personnel ou de modifier les conditions de travail à la suite de la fusion. En ce qui concerne les conventions collectives applicables aux entités transférées, dispositions de l'article 44.4 de la loi espagnole sur le travail s'appliqueront aux employés des entités transférées, à l'exception des employés qui seront affectés à la succursale française de Multiasistencia à la suite de fusion préalable. En ce qui concerne les conventions collectives d'entreprise applicables à la succursale française de Multiasistencia, les dispositions des articles L. 2261-14 *et suivants* s'appliqueront aux employés affectés à ladite succursale. Les engagements unilatéraux et les usages de la succursale française de Multiasistencia seront transférés à l'entité d'accueil. Par conséquent, sauf accord contraire conclu par voie d'accord d'entreprise entre l'entité bénéficiaire et les représentants des salariés des entités transférées une fois la succession effectuée, les relations de travail des salariés des entités transférées continueront d'être régies par les conventions collectives en vigueur au moment du transfert dans les entités transférées. Dans les Entités transférantes, à l'exception de la succursale française de Multiasistencia, cette application se poursuivra jusqu'à la date d'expiration des conventions collectives initiales applicables dans les Entités transférantes ou jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention collective applicable dans les Entités transférantes après la Fusion. Dans la succursale française de Multiasistencia, les employés bénéficieront des conventions collectives de travail de la succursale française de l'Entité cessionnaire ou, si cela est plus avantageux pour eux, des dispositions de

toute convention collective antérieure dans les limites fixées par la réglementation française. L'entité bénéficiaire est responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire au moment où la fusion prend effet), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 1 UmwG, et à l'article 44.1 de la loi espagnole sur le travail. Les Entités transférantes ne sont plus responsables puisqu'elles cessent d'exister, conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no 2 UmwG et à l'article 34.2 RDL 5/2023. L'entité bénéficiaire poursuivra les activités des entités transférées avec les employés affectés à chacune de ces activités dans ses succursales en Espagne et en France (c'est-à-dire la succursale espagnole de l'entité bénéficiaire et la succursale française de l'entité bénéficiaire).

Étant donné que les employés des entités transférées deviendront des employés de l'entité bénéficiaire une fois la réalisation, les conséquences de la fusion subséquente pour les employés de l'entité bénéficiaire (telles que décrites à la section 7.2 ci-dessous) s'appliquent également aux employés des entités transférées lorsque la fusion subséquente devient effective.

Les activités commerciales de chacune des Entités transférées ne changeront pas du fait de la Fusion. Aucune activité ou partie des activités de l'une des Entités transférantes ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel dans le cadre de la Fusion. Le lieu de travail des employés des Entités transférées restera le même et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant Fusion. Il en sera de même pour la fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités des Entités transférées et, après la réalisation de la Fusion subséquente, les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à chacune de ces activités dans les succursales APD concernées.

7.2. Effets sur les employés de l'entité bénéficiaire

Au 28 février 2025, l'entité recevante employait un total de 3 413 salariés, dont 327 en Allemagne. On s'attend à ce que le nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative d'ici à ce que la fusion devienne effective. Il n'y a pas de comité d'entreprise local au sein de l'entité cessionnaire pour les salariés actuellement employés par l'entité cessionnaire en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres représentants du personnel existent au niveau des branches de l'entité cessionnaire en France, en Italie, en Espagne et au Portugal. Le *comité social et économique* "AWP France", existant au niveau de la succursale de l'entité bénéficiaire en France, deviendra responsable des employés de la succursale française de Multiasistencia dans son champ d'application à la suite de la fusion. Par ailleurs, les comités d'entreprise locaux et les autres représentants des salariés ne seront pas affectés par la fusion. Ces représentants locaux des salariés continueront d'exister au sein d'Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. Le comité d'entreprise du groupe (*Konzernbetriebsrat*) existant chez Allianz SE restera compétent en vertu des dispositions de la loi allemande sur les comités d'entreprise ("**BetrVG**"). Les accords d'entreprise collectifs en vigueur au sein de l'entité absorbante continuent de s'appliquer après la fusion subséquente.

Fusion et la Fusion subséquente. Les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire ne sont pas membres d'une association d'employeurs en Allemagne. Les conventions collectives allemandes (*Tarifverträge*) ne s'appliquent pas directement avant la mise en œuvre de la Fusion et cela ne changera pas du fait de la Fusion et de la Fusion subséquente.

Il n'y a pas de licenciements de personnel ni de changements de conditions prévus à ce jour à la suite de la fusion. Les activités commerciales de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiées par la Fusion. Aucune activité ou partie d'activité de l'Entité bénéficiaire ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel à la suite de la Fusion. Il en sera de même pour la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives.

Conformément aux législations locales respectives, la fusion subséquente entraînera le transfert à Allianz Partners Deutschland GmbH de tous les droits et obligations découlant des relations de travail des salariés de l'entité absorbante (y compris ceux relatifs à ses succursales) et leur attribution à la succursale concernée. Lorsque la fusion subséquente devient effective, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire (y compris celles relatives à ses succursales), avec tous les droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH et attribuées à la succursale concernée. Les dispositions contractuelles individuelles ainsi que les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront à s'appliquer sans changement pour les employés transférés, sous réserve de la réglementation applicable. Après la fusion subséquente, tout accord d'entreprise d'Allianz Partners Deutschland GmbH conclu avec le comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) d'Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50, paragraphe 1, de la BetrVG s'applique aux salariés de l'entité cessionnaire employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'Allianz Partners Deutschland GmbH ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Tout accord d'entreprise local applicable à Allianz Partners Deutschland GmbH en Allemagne ne s'appliquera pas aux relations de travail des employés de l'Entité Bénéficiaire après la Fusion subséquente. Allianz Partners Deutschland GmbH sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment où la Fusion subséquente devient effective. À partir de ce , l'Entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister. Après la réalisation de la Fusion subséquente, Allianz Partners Deutschland GmbH poursuivra les activités de l'Entité bénéficiaire avec les employés affectés à ces activités dans les succursales respectives. Conformément aux lois applicables, ni l'une ni l'autre des Entités transférées ni l'Entité bénéficiaire n'ont de conseil de surveillance. Allianz Partners Deutschland GmbH est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des salariés.

La Fusion n'a pas non plus d'effets sur les employés d'autres entités qui seront transférées à l'Entité bénéficiaire dans le cadre de fusions transfrontalières d'autres juridictions qui seront mises en œuvre en parallèle et peuvent devenir effectives avant ou après la Fusion ; il en va de même pour les employés de l'autre filiale de l'Entité bénéficiaire, AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce). Services Hellas SA (Grèce), ainsi qu'aux employés de Sigma Reparaciones et de PROMultiTRAVAUX (cette dernière société n'a pas d'employés), qui est détenue à 100 % par Multiasistencia et qui est la seule société des Entités transférantes à avoir des filiales. Enfin, aucune mesure de réduction de personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de restructuration n'est prévue dans le cadre de la Fusion. Toutefois, comme d'autres fusions transfrontalières peuvent prendre effet avant la Fusion, elles peuvent avoir un impact sur le nombre de salariés de l'Entité bénéficiaire employés en dehors de l'Allemagne au moment où la Fusion prend effet. Les effets de la fusion subséquente décrits ci-dessus s'appliquent également aux salariés qui deviennent salariés de l'entité absorbante dans le cadre d'autres fusions transfrontalières.

7.3. Effets sur les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise (article 307 (2) no 16 UmwG)

Les pensions d'entreprise et les droits aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité bénéficiaire ne seront pas affectés par la Fusion et les salariés employés ou anciennement employés par les Entités transférées ne seront pas éligibles à ces pensions d'entreprise de l'Entité bénéficiaire.

Toutes les obligations liées aux pensions d'entreprise et les droits connexes aux pensions d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'une des entités transférantes seront transférées à l'entité bénéficiaire.

Toutes les obligations découlant des pensions d'entreprise et des droits connexes aux pensions d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité bénéficiaire seront transférées à Allianz Partners Deutschland GmbH dans le cadre de la fusion subséquente.

8. **PAS DE NÉGOCIATION SUR UN ACCORD DE CO-DÉTERMINATION (article 307, paragraphe 2, point 10) UmwG et article 84 RDL 5/2023)**

Comme l'entité cessionnaire a été constituée en vertu du droit allemand, les règles statutaires allemandes sur la co-détermination (future) s'appliqueraient. Toutefois, la fusion ne nécessite pas de procédure de négociation sur une (future) codétermination des salariés au sein de l'entité absorbante.

Ni les Entités transférées ni l'Entité réceptrice n'ont de conseil de surveillance co-déterminé ou ne sont soumises à des règles de co-détermination applicables. Comme décrit à la Section 7.2, l'Entité bénéficiaire employait 327 salariés en Allemagne au 28 février 2025 et devrait continuer à employer environ 327 salariés en Allemagne après la réalisation des transactions,

car tous les autres employés ainsi que les employés transférés dans le cadre de fusions transfrontalières mises en œuvre parallèlement dans l'entité bénéficiaire seront employés dans des succursales situées en dehors de l'Allemagne ; il en va de même pour les employés de l'autre filiale de l'entité bénéficiaire, AWP Brokers & Services Hellas SA (Grèce), ainsi que pour les employés de Sigma Reparaciones et de PROMultiTRAVAUX, qui est détenue à 100 % par Multiasistencia et qui est la seule société des entités transférantes à avoir des filiales. Par conséquent, les conditions préalables de l'article 5 de la loi allemande sur la codétermination des travailleurs dans les fusions transfrontalières ("**MgVG**") ne sont pas remplies. En outre, la réglementation espagnole relative à la participation/co-détermination des travailleurs en cas de fusion transfrontalière ne s'applique pas puisque l'entité bénéficiaire est domiciliée en Allemagne. Par conséquent, aucune déclaration sur les procédures de négociation conformément à l'article 307 (2) no 10 UmwG et à l'article 84 RDL 5/2023 n'est requise.

9. PAS D'OCTROI DE DROITS SPÉCIAUX OU D'AVANTAGES PARTICULIERS

- 9.1. L'Entité Bénéficiaire n'accorde ni aux actionnaires uniques respectifs des sociétés impliquées dans la Fusion ni aux détenteurs de titres autres que des actions de la société aucun droit au sens de la Section 307 (2) no 7 UmwG ou de l'article 4.1.3° RDL 5/2023 et aucune mesure au sens de ces dispositions n'est proposée.
- 9.2. Aucun avantage particulier au sens de l'article 307 (2) no 8 UmwG et de l'article 4.1.5° RDL 5/2023 n'a été ou ne sera accordé aux membres des organes d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle de l'une des Entités transférantes ou de l'Entité réceptrice.
- 9.3. Aux fins de l'article 40.4° RDL 5/2023, il convient de noter qu'il n'y a pas de contributions au travail (*aportaciones de industria*) ni de contributions auxiliaires (*prestaciones accesorias*) dans aucune des entités transférées. Par conséquent, aucune compensation ne sera offerte à cet égard.

10. L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

L'acte de fondation et les statuts de l'Entité bénéficiaire sont joints au présent Plan de fusion en tant qu'**annexe 10** conformément à l'article 307 (2) no 9 UmwG et font partie intégrante du Plan de fusion. Les statuts de l'Entité bénéficiaire ne seront pas modifiés à la suite de la Fusion et resteront identiques à ceux joints à l'**Annexe 10** lors de la réalisation de la Fusion.

11. COLLATERAL OFFERED TO CREDITORS (Section 307 (2) no 14 UmwG and article 4.1.4 ° RDL 5/2023)

- 11.1. Aucune garantie n'a été offerte aux créanciers dans le cadre de la fusion, car, de l'avis des membres des organes de direction des parties, l'obligation de demander une garantie ne s'applique pas aux créanciers des entités transférées en raison de la solidité financière de ces dernières.

la situation, la solvabilité et la liquidité de l'entité bénéficiaire. Les droits statutaires des créanciers de chacune des entités transférées de demander des garanties ne sont pas affectés.

- 11.2. Aux fins de l'article 4.1.4° RDL 5/2023, il est noté qu'en conséquence de la Fusion, tous les passifs des Entités transférantes seront, de plein droit, transférés à l'Entité réceptrice. Les créanciers des Entités transférantes auront le droit de faire valoir leurs créances à l'encontre de l'Entité bénéficiaire dans les conditions qu'avant Fusion, à la seule différence qu'après l'entrée en vigueur de la Fusion, leur débiteur sera une personne morale constituée et domiciliée en Allemagne.

12. LE RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET DE SÉCURITÉ SOCIALE

Aux fins de l'article 40.9° RDL 5/2023, les certificats émis par l'*Agence nationale d'administration fiscale (Agencia Estatal de Administración Tributaria)* et la Trésorerie *générale de la sécurité sociale (Tesorería General de la Seguridad Social)* attestant que les Entités transférantes sont à jour de leurs obligations fiscales et de sécurité sociale sont joints à **l'annexe 12 .du** présent document

13. RÉGIME FISCAL

- 13.1. La Fusion sera réalisée sous le régime spécial de neutralité fiscale prévu au chapitre VII du titre VII de la loi espagnole n° 27/2014 du 27 novembre 2014 relative à l'impôt sur les sociétés et, une fois exécutée, sera communiquée aux autorités fiscales espagnoles conformément à l'article 89.1 de cette loi.
- 13.2. À ces fins, les membres des organes de direction des parties déclarent qu'il existe des raisons économiques valables pour réaliser la fusion, qui sont exposées dans le préambule (B) du présent plan de fusion.
- 13.3. La date de cession et d'acquisition au sens fiscal français est la date d'ouverture du premier exercice de la succursale française de Multiasistencia (non encore connue à la date du présent document).
- 13.4. D'un point de vue fiscal français, les actifs et passifs qui seront attribués, lors de cette Fusion, à la succursale française de l'Entité Bénéficiaire seront évalués à la même valeur que celle utilisée lors de la Fusion Antérieure (c'est-à-dire leur valeur comptable à la date d'ouverture de la succursale française de Multiasistencia).
- 13.5. L'Entité Bénéficiaire déclare que (i) sa succursale française est soumise à l'impôt sur les sociétés en France et (ii) tous les actifs et passifs qui seront attribués, lors de la Fusion Antérieure, à la succursale française de Multiasistencia, seront transférés et attribués, lors de la présente Fusion, à la succursale française de l'Entité Bénéficiaire.

13.6. Conformément à l'article 210 A du Code Général des Impôts prévoyant un régime de neutralité fiscale pour les fusions, l'Entité Bénéficiaire (agissant par l'intermédiaire de la succursale française de l'Entité Bénéficiaire) s'engage à, le cas échéant :

- (i) conformément à l'article 210 A-3a du code général des impôts, reprendre à son passif, d'une part, les provisions qui font l'objet d'un report d'imposition au niveau de la succursale française de Multiasistencia et qui ne sont pas devenues sans objet du fait du transfert, et d'autre part, la réserve spéciale des plus-values à long terme soumises à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 10 %, 15 %, 18 %, 19 % ou 25 % ainsi que la réserve constituée au titre provisions pour variations de change conformément au sixième alinéa de l'article 39, 1-5° du code général des impôts ;
- (ii) conformément à l'article 210 A-3b du Code Général des Impôts, se substituer à la succursale française de Multiasistencia pour réintégrer les résultats qui ont pu faire l'objet d'une imposition différée ;
- (iii) conformément à l'article 210 A-3c du Code Général des Impôts, de calculer les plus-values réalisées ultérieurement lors de la cession des immobilisations non amortissables qui lui ont été apportées sur la base de leur valeur fiscale dans les comptes de la succursale française de Multiasistencia ;
- (iv) conformément à l'article 210 A-3d du code général des impôts, de réintégrer par parts égales dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés (sur 15 ans pour les immeubles, les droits relatifs à ces immeubles, les agencements et aménagements de terrains amortissables sur une durée au moins égale à 15 ans, et sur 5 ans dans les autres cas), les plus-values réalisées sur les biens amortissables de la succursale française de Multiasistencia. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas encore été réintégrée à la date de cette cession. En contrepartie, les amortissements et plus-values ultérieurs sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport (s'il y a lieu). A compter de l'exercice au cours duquel l'entité bénéficiaire déduit de son résultat imposable, en application de l'article 39(1)(2°), troisième tiret du Code Général des Impôts, la dépréciation d'un fonds commercial inscrit dans ses comptes, ce fonds commercial relève du présent (iv) ; lorsque ce fonds commercial ne donne pas lieu à une dépréciation déduite du résultat imposable, il relève du paragraphe (iii) des présentes ;
- (v) Conformément à l'article 210 A-3e du Code général des impôts, inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient fiscalement dans les comptes de la succursale française de Multiasistencia ou, le cas , comprendre dans les résultats de l'exercice au cours duquel la présente fusion est intervenue, le bénéfice correspondant à la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de l'.

la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, à des fins fiscales, dans les comptes de la succursale française de Multiasistencia.

13.7. L'Entité destinataire (agissant par l'intermédiaire de la succursale française de l'Entité destinataire) :

- (i) déposer les documents visés à l'article 54 septies I du code général des impôts, établis selon le modèle fourni par l'administration fiscale française ; et
- (ii) remplir et mettre à la disposition de l'administration fiscale française le registre visé à l'article 54 septies II du code général des impôts.

13.8. La Fusion étant réalisée sur la base de la valeur nette comptable des actifs transférés, les écritures du bilan fiscal de la succursale française de Multiasistencia relatives à ces actifs seront maintenues, le cas échéant, par l'Entité bénéficiaire (agissant par l'intermédiaire de la succursale française de l'Entité bénéficiaire), en ventilant les valeurs d'origine, les amortissements et les provisions figurant dans les comptes de la succursale française de Multiasistencia selon les règles fixées par la doctrine administrative sous la référence BOI-IS-FUS-30-20, 15 avril 2020, n° 10.

13.9. L'Entité destinataire (agissant par l'intermédiaire de la succursale française de l'Entité destinataire) :

- (i) joindre à la déclaration de revenus de la succursale française de l'entité bénéficiaire les états de suivi de la valeur fiscale visés à l'article 54 septies I du Code général des impôts et à l'article 38 quinquies de l'annexe III du Code général des impôts, établis selon le formulaire fourni par l'administration fiscale ; et
- (ii) tenir à la disposition de l'administration fiscale le registre prévu à l'article 54 septies II du code général des impôts.

13.10. La branche française de Multiasistencia doit :

- (i) joindre à sa déclaration d'impôt sur les sociétés de l'exercice 2024 le document mentionné à l'article 54 septies I du code général des impôts et à l'article 38 quinquies de l'annexe III au code général des impôts, établi selon le modèle fourni par l'administration fiscale ; et
- (ii) joindre à sa dernière déclaration la déclaration spécifique (formulaire n°2260) visée au IV de l'article 210-0 A du code général des impôts ainsi qu'à l'article 46 I-0 ZS ter de l'annexe III du code général des impôts.

14. DISPOSITIONS FINALES

- 14.1. Si une disposition du présent plan de fusion est ou devient invalide, impraticable ou inapplicable, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions. Au contraire, les parties s'engagent à remplacer la disposition invalide, impraticable ou inapplicable par une disposition qui se rapproche le plus possible, sur le plan juridique, de l'intention économique des parties en ce qui concerne le sens et l'objectif de la disposition invalide, impraticable ou inapplicable. Il en va de même pour les lacunes éventuelles.
- 14.2. Les modifications ou ajouts au présent plan de fusion doivent être notariés (article 307 (4) de l'UmwG).
- 14.3. Le lieu d'exécution et la juridiction exclusifs pour toutes les réclamations découlant du présent plan de fusion ou en rapport avec celui-ci sont - dans la mesure où la loi le permet - Munich, Allemagne. Chacune des sociétés participant à la fusion se conformera également aux dispositions et formalités du droit national qui lui est applicable.

[*Pages de signature*]

ANNEXE
3
CALENDRIER INDICATIF DE LA FUSION

Selon les parties, le calendrier indicatif et non contraignant de la fusion est le suivant :

Calendrier indicatif de la fusion	
Date prévue	Événement
Fin mars 2025	Établissement des comptes annuels, y compris les bilans de fusion pour les Entités transférantes et l'Entité bénéficiaire.
Entre 7 et 11 ans Avril 2025	Approbation du plan de fusion et du rapport de fusion par membres des organes de direction des entités transférantes et de l'entité bénéficiaire.
Entre le 21 mai et le 27 mai 2025	Résolutions uniques des actionnaires de chaque partie approuvant le plan de fusion et la fusion.
Entre le 21 mai et le 27 mai 2025	Publication de l'accord de fusion au journal officiel espagnol (BORME) et dans l'un des journaux les plus largement diffusés dans la province de Madrid.
Entre le 21 mai et le 27 mai 2025	Notarisation de la fusion.
Entre le 21 mai et le 4 juin 2025	Dépôt de l'acte public de fusion et demande des certificats de fusion à délivrer par le registre du commerce de Madrid.
Entre le 21 mai et le 4 juin 2025	Dépôt de la fusion au registre du commerce de Munich.
Juillet 2025	Soumission des certificats de fusion au registre du commerce de Munich par le registre du commerce de Madrid.
Août 2025	Inscription au registre du commerce de Munich.
Août 2025	Notification de la date d'achèvement par le registre du commerce de Munich au registre du commerce de Madrid.
Septembre 2025	Annulation des entités transférantes par le registre du commerce de Madrid.

ANNEXE

10

L'ACTE CONSTITUTIF ET LES STATUTS DE L'ENTITÉ BÉNÉFICIAIRE

Registre des documents no

[timbre : 0264] G/2009

Mise en place d'un

société à responsabilité limitée de allemand (*Gesellschaft
mit beschränkter Haftung*)

Le vingt-trois janvier de l'an deux mille neuf

- 23 janvier 2009 -

s'est présenté devant moi, **Dr Thomas Kilian**, candidat notaire, officiellement nommé adjoint du notaire

Dr Tilmann Götte, à Munich,

avec son bureau à 80333 Munich, Briennerstraße 12/III, dans la propriété située Königinstraße 28, à 80802 Munich, où je me suis rendu sur demande :

1. Katrin Winterhalder, née le 19 avril 1970,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,
2. Werner Hierl, né le 14 mai 1959,
avec une adresse commerciale à Munich, Königinstraße 28,

tous deux personnellement connus, [*ajout manuscrit* : M. Hierl s'est en outre identifié en présentant sa carte d'identité nationale,]

dans ce qui suit, agissant au nom

dAllianz Deutschland AG
dont le siège est à Munich, Tribunal d'instance (*Amtsgericht*) de Munich, immatriculation
tribunal, HRB 158878,

et adresse à 80802 Munich, Königinstraße 28,

en tant que titulaire d'une procuration générale (*Prokuristen*) avec pouvoir de représentation
conjointe.

A la demande des personnes comparaissant et conformément aux déclarations faites par elles, j'authentifie ce qui suit :

I. Conclusion de l'accord

Allianz Deutschland AG, dont le siège social est situé à Munich, établit par la présente une

société à responsabilité limitée de droit allemand (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*)
ou "GmbH")

et établit les statuts joints en annexe au présent acte. A compter de ce jour, la société est réputée être en cours de constitution.

II. Capital social

Le capital social de la société est de 25 000,00 euros.

Il est souscrit à hauteur de 25.000,00 EUR par Allianz Deutschland AG, Munich, et doit être immédiatement versé en espèces et en totalité à la société.

III. Directeurs généraux

Les personnes nommées ci-dessous sont désignées comme directeurs généraux (*Geschäftsführer*) :

1. Stefan Lütticke, Grasbrunn, né le 28 décembre 1968,
2. Dr Peter Damm, Dachau, né le 7 juin 1961 ;

ils sont autorisés par les statuts à représenter la société et sont exemptés des restrictions prévues à la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*) en vertu de l'article 7 des statuts.

IV. Copies

Des copies certifiées conformes de cet acte seront remises à :
l'actionnaire,
l'entreprise,
le bureau des impôts, le service de la retenue à la source de l'impôt sur
le revenu des investissements le tribunal d'enregistrement.

V. Conseil du notaire

Le notaire adjoint a notamment informé les parties concernées de la date et des conditions d'entrée en vigueur de la GmbH, ainsi que de leur responsabilité personnelle pour les actes accomplis antérieurement.

VI. Locaux professionnels

Les locaux de l'entreprise sont situés dans la Königinstraße 28 à 80802 Munich.

, y compris l'annexe, par le notaire adjoint, approuvée par les
parties concernées.
et signé de leur propre main :

[écrit à la main : p.p. *[illisible]*].

p.p. *[illisible]*].

[Cachet rond : DR TILMAN GÖTTE
NOTAIRE À MUNICH]

[signature illisible]
[en caractères d'imprimerie : notaire adjoint].

Statuts de l'association

§ 1

Dénomination sociale et siège social

1. La raison sociale de l'entreprise est :

AZ-Argos 52 Vermögensverwaltungsgesellschaft mbH.

2. L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2

Objet social

1. L'objet social de la société est la gestion de ses biens propres et de ceux de tiers.
2. La société peut investir dans des entreprises en Allemagne et à l'étranger, également en tant que partenaire général, et gérer leurs activités.

§ 3

Capital social

1. Le capital social de la société

est de 25 000,00 euros.

- en toutes lettres : vingt-cinq mille euros -.

Le capital social doit être entièrement libéré en espèces immédiatement.

2. Allianz Deutschland AG, dont le siège est à Munich, s'engage à effectuer l'unique apport en capital (initial) dans le capital social de la société pour un montant de 25.000,00 EUR.

§ 4

Exercice financier

L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5

Publications

Toutes les publications de l'entreprise seront faites dans le journal fédéral électronique (*elektronischer Bundesanzeiger*).

§ 6

Rachat d'actions

1. Les actions peuvent être rachetées avec le consentement de l'actionnaire concerné par une résolution d'actionnaire adoptée à la majorité simple des voix exprimées.
2. L'assemblée générale peut décider qu'au lieu du remboursement, l'action sera achetée par la société ou par les autres actionnaires au prorata de leur participation respective.

§ 7

Gestion et représentation

1. L'entreprise a deux ou plusieurs gérants (*Geschäftsführer*). La société est représentée soit par deux gérants, soit par un agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*).
2. Les directeurs généraux sont exemptés des restrictions en vertu de la section 181 du code civil allemand (*Bürgerliches Gesetzbuch*).
3. La direction est responsable de la désignation des titulaires d'une procuration générale.

§ 8

États financiers annuels, répartition des bénéfices

1. Les états financiers annuels seront adoptés et la résolution sur l'affectation des bénéfices sera adoptée dans les délais prescrits par la loi.
2. Les associés peuvent décider, à tout moment avant l'adoption des comptes annuels après un examen consciencieux, à la majorité simple, de procéder à des distributions anticipées du bénéfice annuel escompté ou de parties de celui-ci. L'article 30 de la *loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)* doit être respecté.

§ 9

Adoption des résolutions par les actionnaires et l'assemblée des actionnaires

1. Dans la mesure où la loi le permet, les actionnaires adopteront des résolutions sans qu'il soit nécessaire de tenir une assemblée générale. Les votes peuvent être exprimés sans aucune exigence de forme, mais doivent l'être par écrit.

La direction peut exiger que les actionnaires lui soumettent leur déclaration de vote dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la demande de vote. Dans ce cas, le fait de ne pas soumettre les votes en temps voulu sera considéré comme une non-participation au vote.

2. Les assemblées générales sont convoquées par les administrateurs généraux si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée apparaît nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les raisons de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement ou par téléphone. Dans la mesure où la loi le permet, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger, au choix de la direction.
3. Chaque tranche de 50,00 euros du montant principal d'une action donne droit à une voix.

§ 10

Dispositions finales

Les frais liés à la constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, sont à la charge de la société jusqu'à concurrence de 2 000 euros.

[écrit à la main : p.p. [illisible]]. p.p. [illisible]]

Je certifie que les données d'image (copie) contenues dans ce fichier correspondent à la copie papier qui m'a été présentée (original).

Munich, 5 février 2009

Dr Tilman Götte
Notaire

Registre des documents no [timbre : H 3764 / 24]

**Attestation conformément à la section 54 (1) phrase 2 de la loi allemande sur les
sociétés à responsabilité limitée (GmbH-Gesetz)**

Je soussigné, le notaire Sebastian Herrler à Munich, certifie par la présente que les dispositions modifiées dans les statuts ci-dessous correspondent à la résolution de modification des statuts, acte de ce notaire en date du 23 juillet 2024, registre des documents n° H 3676/24, et que les dispositions non modifiées correspondent au dernier texte complet des statuts qui a été déposé au registre du commerce.

Munich, 25 juillet 2024

[Cachet rond :
SEBASTIAN HERRLER
NOTAIRE À MUNICH].

[Sebastian Herrler
Notaire public

Statuts de l'association

§ 1 Dénomination sociale, siège social

(1) La raison sociale de l'entreprise est :

AP Solutions GmbH

(2) L'entreprise a son siège social à Munich.

§ 2 Objet social de la société

L'objet social de la société est d'agir à la fois en tant que holding et en tant que société de services.

(1) Fonction de holding et fonction de services partagés :

a) la prise de participations de toute nature et de toute forme dans des consortiums, des entreprises ou des sociétés, quels que soient leur forme juridique et leur objet social, notamment dans les domaines des polices ou des services d'assistance, de voyage et d'assurance maladie, ainsi que la gestion et la vente de ces participations ;

b) fournir divers services de conseil, de supervision et autres aux sociétés du groupe Allianz Partners, y compris des services d'externalisation importants ou critiques.

(2) Fonctionner comme une société de services pour les entreprises internes d'Allianz, les entreprises tierces et les consommateurs :

a) l'organisation et la mise en œuvre de services d'assistance de toute nature dans le monde entier, en particulier l'assistance en cas de maladie, de panne ou d'autres situations d'urgence, ainsi que l'exécution d'autres services et transactions connexes ;

b) le courtage, le contrôle et l'attribution de services d'artisans et de services similaires dans le domaine de la réparation, de l'entretien, de la modernisation et de la rénovation de biens immobiliers, ainsi que la fourniture de tels services par des tiers ;

c) le courtage d'assurances et d'autres contrats portant sur des actifs, des services et des transactions, en particulier par l'intermédiaire de plateformes.

(3) Pour atteindre son objectif, la société est autorisée à

a) faire généralement toutes opérations d'opérationnel, commercial, financier, patrimonial ou autre se rattachant directement ou indirectement à l'objet social précité ou susceptibles d'en favoriser l'accomplissement et le développement ;

b) utiliser tous les instruments de vente et de marketing appropriés et légalement autorisés ;

c) créer des succursales en Allemagne et à l'étranger, acquérir des entreprises similaires et comparables et prendre des participations dans ces entreprises sous toute forme autorisée par la loi.

§ 3 Capital social, actions

(1) Le capital social de la société s'élève à 824.739,00 EUR (soit huit cent vingt-quatre mille sept cent trente-neuf euros).

(2) Le capital social est divisé en 824 739 actions, d'un montant nominal de 1,00 EUR chacune.

§ 4 Durée de la société, exercice financier

(1) La société a été créée pour une indéterminée.

(2) L'exercice financier correspond à l'année civile.

§ 5 Organes de la société

Les organes de la société sont : le conseil d'administration (§ 6) et l'assemblée des actionnaires (§ 7).

§ 6 Gestion et représentation

(1) La société a un ou plusieurs directeurs généraux (*Geschäftsführer*). Le nombre de directeurs généraux est déterminé par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale peut nommer un président du conseil d'administration. Si un seul directeur général est nommé, il représente toujours seul la société. Si plusieurs administrateurs délégués sont nommés, la société sera représentée par deux administrateurs délégués agissant conjointement ou par un administrateur délégué agissant conjointement avec un détenteur d'une procuration générale (*Prokurist*). La disposition ci-dessus s'applique également aux liquidateurs.

(2) Les directeurs généraux sont nommés et révoqués par les résolutions des actionnaires.

(3) Lors de la conclusion, de la modification ou de la résiliation des contrats de service, la société est représentée par l'assemblée des actionnaires.

(4) L'assemblée générale établit un règlement intérieur pour le conseil d'administration. Le règlement intérieur peut définir, *entre autres*, le type de transactions qui ne peuvent être effectuées qu'avec l'accord préalable de l'assemblée des actionnaires.

§ 7 Assemblées générales et résolutions des actionnaires

- (1) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales, qui peuvent également se tenir par le biais d'une conférence téléphonique ou vidéo, ou en dehors des assemblées générales - à condition que tous les actionnaires y participent - par des votes exprimés par écrit, par téléphone ou par des moyens électroniques. Les assemblées peuvent être convoquées sans exigence de forme particulière et peuvent notamment être convoquées verbalement ou par téléphone.
- (2) Les résolutions des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, à moins qu'une majorité plus importante ne soit requise par la loi ou les présents statuts.
- (3) Chaque euro du montant principal d'une action donne droit à une voix.
- (4) L'assemblée des actionnaires atteint le quorum si les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée détiennent la majorité du capital social de la société.
- (5) Les actionnaires qui ne peuvent pas assister à l'assemblée peuvent se faire représenter par une procuration sous forme de texte.
- (6) Les assemblées générales sont convoquées par la direction si la loi ou les statuts l'exigent ou si la convocation d'une assemblée semble nécessaire dans l'intérêt de la société pour toute autre raison, chaque directeur général étant individuellement autorisé à convoquer une assemblée. Elles doivent également être convoquées chaque fois qu'un actionnaire en fait la demande, en indiquant l'objet et les motifs de la convocation. Les assemblées peuvent également être convoquées verbalement, par téléphone ou par voie électronique. Sur décision de la direction, les assemblées des actionnaires peuvent se tenir en tout lieu en Allemagne ou à l'étranger.
- (7) Les résolutions adoptées sans exigence de forme particulière sont consignées dans un procès-verbal qui précise le jour et la forme de l'adoption de la résolution, son contenu et les votes exprimés. Ils doivent être signés par les actionnaires. Les résolutions adoptées en dehors d'une assemblée générale doivent être prises par écrit. Tout procès-verbal et toute résolution adoptée en dehors d'une assemblée générale doivent être signés au moyen d'une signature électronique non qualifiée (par exemple DocuSign ou Namirial). Ces exigences de forme ne s'appliquent pas aux résolutions notariées.

§ 8 États financiers annuels

- (1) La direction doit préparer les états financiers annuels (bilan, compte de résultat, notes) et, si la loi l'exige, le rapport de gestion dans le délai prescrit par la loi et les soumettre à l'assemblée générale des actionnaires immédiatement après leur préparation en vue de leur adoption. Lorsque les états financiers annuels et le rapport de gestion (si un tel rapport doit être préparé) sont contrôlés par un auditeur, les directeurs généraux soumettront ces documents ainsi que le rapport de l'auditeur à l'assemblée des actionnaires sans délai indu après réception du rapport d'audit de l'auditeur.

(2) L'assemblée générale des actionnaires adoptera chaque année, dans le délai fixé par la loi, une résolution portant notamment sur l'adoption des comptes annuels et l'affectation des bénéfices ou des pertes.

§ 9 Publications

Les publications de la société sont effectuées exclusivement dans le journal officiel fédéral (*Bundesanzeiger*).

§ 10 Divisibilité

La nullité totale ou partielle de certaines dispositions des présents statuts n'affecte pas la validité des autres dispositions.

Il en va de même lorsque certaines dispositions sont irréalisables. Pour remplacer une disposition invalide ou impraticable ou une partie invalide ou impraticable d'une disposition, l'assemblée générale conviendra de dispositions valides ou praticables, respectivement, qui reflètent l'intention et l'objectif et, en particulier, la substance économique de la disposition qui doit être remplacée.

§ 11 Dispositions finales

Les frais de constitution de la société auprès du notaire et du tribunal d'enregistrement, y compris les frais de publication, ont été supportés par la société jusqu'à concurrence de 2 000,00 euros.

Je certifie que les données images contenues dans ce fichier (copie) correspondent au document papier (original) qui m'a été présenté.

Munich, 25 juillet 2024

Sebastian Herrler, notaire

ANNEXE 12

**LES ATTESTATIONS DE MISE À JOUR DES OBLIGATIONS FISCALES ET DE SÉCURITÉ
SOCIALE DES ENTITÉS CÉDANTES**

Administration de TORREJÓN DE ARDOZ
CR LOECHES, 58
28850 TORREJON ARD (MADRID) Tel.
913685355

CERTIFICAT

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE : 20251691781

Une demande a été introduite en vue de la délivrance d'un certificat accréditant que toutes les obligations fiscales à remplir aux fins de la conclusion de contrats avec le secteur public conformément aux dispositions de la loi 9/2017 du 8 novembre [2017] relative aux contrats du secteur public ont été respectées, par :

Numéro d'identification fiscale (N.I.F.) : **B85017903** NOM DE L'ENTREPRISE : **NEOASISTENCIA MANOTERAS SL**
RÉSIDENCE FISCALE : **CALLE AMERICAS NUM 4 Bloque C-1 28823 COSLADA (MADRID)**

L'agence nationale d'administration fiscale (Agencia Estatal de Administración Tributaria),

CERTIFIE : que, selon les données détenues par cette Agence, le demandeur susmentionné respecte ses obligations fiscales conformément aux dispositions de l'art. 74 du règlement général sur les actions et procédures relatives à l'administration fiscale et à l'inspection fiscale ainsi que sur le développement de règles communes régissant les procédures d'application fiscale, tel que mis en œuvre par le décret royal (*Real Decreto*) 1065/2007 du 27 juillet [2007].

Ce certificat est délivré à la demande de la partie intéressée ; il a le caractère d'une confirmation POSITIVE et est valable pour une période de six mois à compter de sa date d'émission ; il est délivré exclusivement aux fins susmentionnées et ne fait naître aucun droit en faveur demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription, ni servir de moyen de notification des documents auxquels il se rapporte éventuellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat des examens ou enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires. Le tout, conformément aux dispositions des textes précités.

Le document est signé électroniquement (loi 40/2015) par l'Agence nationale de l'administration fiscale le 17 février 2025. L'authenticité peut être vérifiée au moyen d'un **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)**.

MU84HB3YVFW7VMDR

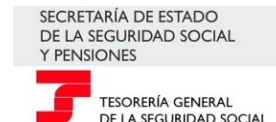
sous

www.agenciatributaria.gob.es

Application AEAT



Document signé électroniquement (loi 40/2015). L'authenticité peut être vérifiée au moyen du **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)** MU84HB3YVFW7VMDR à l'adresse www.agenciatributaria.gob.es.



CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La demande de délivrance d'un certificat de conformité aux obligations de sécurité sociale a été faite par NEOASISTENCIA MANOTERAS S L, avec le numéro d'identification fiscale (NIF) 0B85017903.

Trésorerie générale *de la sécurité sociale* (*Tesorería General de la Seguridad Social*)

CERTIFIE : que, selon les informations détenues par la Trésorerie générale de la sécurité sociale, le demandeur susmentionné est en règle avec ses obligations en matière de sécurité sociale.

Ce certificat a le caractère d'une confirmation POSITIVE ; il ne fait naître aucun droit faveure du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir de moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'examen ou d'enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires.

Information obtenue le 13 février 2025 16:34:06

RÉFÉRENCE DE VÉRIFICATION

Code : LBINK-WG4G7-NHJOY-BHMFZ-6U4SI-4ZV46 **Date :** 13 février 2025

L'authenticité de ce document peut être vérifiée auprès du Bureau électronique de la Trésorerie générale de la sécurité sociale.

Bureau électronique : <https://sede.seg-social.gob.es>

Page 1 de 1

Site web : www.seg-social.es

Division des grandes entreprises (Unidad de Gestión de Grandes Empresas) MADRID
CL GUZMAN EL BUENO, 139 28003
MADRID (MADRID)
Tél. 915826755

CERTIFICAT

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE : 20251729055

Il a été demandé la délivrance d'un certificat attestant que toutes les obligations fiscales ont été respectées par :

Numéro d'identification fiscale (N.I.F.) : **B85944577** RAISON SOCIALE : **SERVICIOS COMPARTIDOS
MULTIASISTENCIA SL**
RÉSIDENCE FISCALE : **RONDA PONIENTE (DE) NUM 7 28760 TRES CANTOS (MADRID)**

L'agence nationale d'administration fiscale (Agencia Estatal de Administración Tributaria),

CERTIFIE : que, selon les données détenues par l'Agence fiscale, le demandeur susmentionné respecte ses obligations fiscales conformément aux dispositions de l'art. 74.1 du Règlement général sur les actions et procédures relatives à l'administration fiscale et à l'inspection fiscale ainsi que sur le développement de règles communes régissant les procédures d'application fiscale, tel que mis en œuvre par le Décret royal (*Real Decreto*) 1065/2007 du 27 juillet [2007].

Ce certificat est délivré à la demande de la partie intéressée ; il a le caractère d'une confirmation POSITIVE et est valable pour une période de douze mois à compter de sa date d'émission, sauf si les dispositions légales spécifiques exigeant la présentation du certificat prescrivent une période de validité différente. Ce certificat est délivré exclusivement aux fins susmentionnées et ne fait naître aucun en faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir de moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'éventuels examens ou enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie précédemment notifiées à ses destinataires.

*Le document est signé électroniquement (loi 40/2015) par l'Agence nationale de l'administration fiscale le 17 février 2025. L'authenticité peut être vérifiée au moyen d'un **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)**. **P8FLSPFDQY798NLL** sous
sede.agenciatributaria.gob.es*



Le document est signé électroniquement (loi 40/2015). L'authenticité peut être vérifiée au moyen du **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)** P8FLSPFDQY798NLL sous



CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La demande de délivrance d'un certificat de conformité aux obligations en matière de sécurité sociale a été présentée par 66870 CESAR HERNANDEZ AGUADO au nom de SERVICIOS COMPARTIDOS MULTIASISTENCIA, S.L., dont le numéro d'identification fiscale (NIF) est 0B85944577.

Trésorerie générale *de la sécurité sociale* (*Tesorería General de la Seguridad Social*)

CERTIFIE : que, selon les informations détenues par la Trésorerie générale de la sécurité sociale, le demandeur susmentionné est en règle avec ses obligations en matière de sécurité sociale.

Ce certificat a le caractère d'une confirmation POSITIVE ; il ne fait naître aucun droit faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'examens ou d'enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires.

RÉFÉRENCE DE VÉRIFICATION

Code : WVE3Q-6AEBY-COKUB-J4WYG-HVKOU-MDP5R Date : 28 février 2025

L'authenticité de ce document peut être vérifiée auprès du Bureau électronique de la Trésorerie générale de la sécurité sociale.

CERTIFICAT

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE : 20251729163

Il a été demandé la délivrance d'un certificat attestant que toutes les obligations fiscales ont été respectées par :

Numéro d'identification fiscale (N.I.F.) : **A83830802** RAISON SOCIALE : **GRUPO MULTIASISTENCIA SA**
RÉSIDENCE FISCALE : **RONDA PONIENTE NUM 7 28760 TRES CANTOS (MADRID)**

L'agence nationale d'administration fiscale (Agencia Estatal de Administración Tributaria),

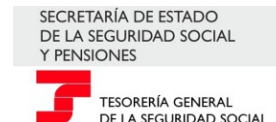
CERTIFIE : que, selon les données détenues par l'Agence fiscale, le demandeur susmentionné respecte ses obligations fiscales conformément aux dispositions de l'art. 74.1 du Règlement général sur les actions et procédures relatives à l'administration fiscale et à l'inspection fiscale ainsi que sur le développement de règles communes régissant les procédures d'application fiscale, tel que mis en œuvre par le Décret royal (*Real Decreto*) 1065/2007 du 27 juillet [2007].

Ce certificat est délivré à la demande de la partie intéressée ; il a le caractère d'une confirmation POSITIVE et est valable pour une période de douze mois à compter de sa date d'émission, sauf si les dispositions légales spécifiques exigeant la présentation du certificat prescrivent une période de validité différente. Ce certificat est délivré exclusivement aux fins susmentionnées et ne fait naître aucun en faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir de moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'éventuels examens ou enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie précédemment notifiées à ses destinataires.

*Le document est signé électroniquement (loi 40/2015) par l'Agence nationale de l'administration fiscale le 17 février 2025. L'authenticité peut être vérifiée au moyen d'un **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)**. **MZUHLDPWT9HT7Q4N** sous*
sede.agenciatributaria.gob.es



Le document est signé électroniquement (loi 40/2015). L'authenticité peut être vérifiée au moyen du **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)** MZUHLDPWT9HT7Q4N sous



CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La demande de délivrance d'un certificat de conformité aux obligations en matière de sécurité sociale a été présentée par 66870 CESAR HERNANDEZ AGUADO au nom du GRUPO MULTIASISTENCIA, S.A., dont le numéro d'identification fiscale (NIF) est 0A83830802.

Trésorerie générale *de la sécurité sociale* (*Tesorería General de la Seguridad Social*)

CERTIFIE : que, selon les informations détenues par la Trésorerie générale de la sécurité sociale, le demandeur susmentionné est en règle avec ses obligations en matière de sécurité sociale.

Ce certificat a le caractère d'une confirmation POSITIVE ; il ne fait naître aucun droit faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'examens ou d'enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires.

Informations obtenues le 19 mars 2025 11:13:10

RÉFÉRENCE DE VÉRIFICATION

Code : 6UJOU-E7GJB-TUJY-IPDVP-BR6QZ-4ATCC **Date :** 19 mars 2025

L'authenticité de ce document peut être vérifiée auprès du Bureau électronique de la Trésorerie générale de la sécurité sociale.

Bureau électronique : <https://sede.seg-social.gob.es>

Page 1 de 1

Site web : www.seg-social.es

Délégation spéciale (Delegación Especial) de MADRID

Division des grandes entreprises (Unidad de Gestión de Grandes Empresas) MADRID
CL GUZMAN EL BUENO, 139 28003
MADRID (MADRID)
Tél. 915826755

CERTIFICAT

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE : 20251729122

Il a été demandé la délivrance d'un certificat attestant que toutes les obligations fiscales ont été respectées par :

Numéro d'identification fiscale (N.I.F.) : **A82261553** RAISON SOCIALE : **MULTIASISTENCIA SA**
RÉSIDENCE FISCALE : **RONDA PONIENTE NUM 7 28760 TRES CANTOS (MADRID)**

L'agence nationale d'administration fiscale (Agencia Estatal de Administración Tributaria),

CERTIFIE : que, selon les données détenues par l'Agence fiscale, le demandeur susmentionné respecte ses obligations fiscales conformément aux dispositions de l'art. 74.1 du Règlement général sur les actions et procédures relatives à l'administration fiscale et à l'inspection fiscale ainsi que sur le développement de règles communes régissant les procédures d'application fiscale, tel que mis en œuvre par le Décret royal (*Real Decreto*) 1065/2007 du 27 juillet [2007].

Ce certificat est délivré à la demande de la partie intéressée ; il a le caractère d'une confirmation POSITIVE et est valable pour une période de douze mois à compter de sa date d'émission, sauf si les dispositions légales spécifiques exigeant la présentation du certificat prescrivent une période de validité différente. Ce certificat est délivré exclusivement aux fins susmentionnées et ne fait naître aucun en faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir de moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'éventuels examens ou enquêtes ultérieurs ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires.

Le document est signé électroniquement (loi 40/2015) par l'Agence nationale de l'administration fiscale le 17 février 2025. L'authenticité peut être vérifiée au moyen d'un code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación). **GJPBHPZMUU4FBPV** sous
sede.agenciatributaria.gob.es



Le document est signé électroniquement (loi 40/2015). L'authenticité peut être vérifiée au moyen du **code de vérification sécurisé (Código Seguro Verificación)** GJPBHPZMUU4FBPV sous



CERTIFICAT DE CONFORMITÉ AUX OBLIGATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La demande de délivrance d'un certificat de conformité aux obligations en matière de sécurité sociale a été présentée par 66870 CESAR HERNANDEZ AGUADO au nom de MULTIASISTENCIA, S.A., (NIF) 0A82261553.

Trésorerie générale de la sécurité sociale (*Tesorería General de la Seguridad Social*)

CERTIFIE : que, selon les informations détenues par la Trésorerie générale de la sécurité sociale, le demandeur susmentionné est en règle avec ses obligations en matière de sécurité sociale.

Ce certificat a le caractère d'une confirmation POSITIVE ; il ne fait naître aucun droit faveur du demandeur ou de tiers et ne peut être utilisé pour invoquer une interruption ou une suspension des délais de prescription. Il ne peut pas non plus servir moyen de notification des documents auxquels il se rapporte potentiellement, sans que son contenu puisse affecter le résultat d'examens ou d'enquêtes effectués ultérieurement ; il ne dispense pas non plus de l'exécution des obligations découlant des mesures de saisie notifiées antérieurement à leurs destinataires.

Informations obtenues le 27 février 2025 11:32:44

RÉFÉRENCE DE VÉRIFICATION

Code : DOZ7Q-TZRBX-HDNYJ-CZAEI-ZLFTE-EFK7G **Date :** 27 février 2025

L'authenticité de ce document peut être vérifiée auprès du Bureau électronique de la Trésorerie générale de la sécurité sociale.

Bureau électronique : <https://sede.seg-social.gob.es>

Page 1 de 1

Site web : www.seg-social.es